

Motion Emancipation : contre les inégalités et les violences, construire la grève féministe le 8 mars

Les mesures concrètes bien trop limitées, notamment de l'accord sur l'égalité professionnelle... démontrent que les rapports d'oppression ne sont toujours pas une priorité du gouvernement : les moyens nécessaires à une prise en charge des inégalités et violences ne sont pas donnés. Et de fait, ils peuvent difficilement l'être dans un système – capitaliste et patriarcal – qui reproduit lui-même ces violences et inégalités, par la structure même de sa politique économique. De fait, les rapports de dominations se multiplient pour les femmes et les minorités de genre, d'abord parce qu'elles sont en charge de tout le travail domestique, de reproduction sociale, gratuit ; ensuite parce que sur le marché du travail, elles sont maintenues à des postes peu valorisés socialement et financièrement. Cela signifie davantage de précarité, de chômage, de violences.

Au croisement des rapports de classe, de genre, de race, les femmes subissent aussi le racisme de manière accrue comme le montre la répartition du travail du « care » ou comme le démontrent les stigmatisations des femmes voilées récemment. Elles subissent aussi les conséquences du réchauffement climatique (elles représentent 80 % des réfugié.es climatiques) et des politiques migratoires.

Tous ces rapports de domination transparaissent dans les mobilisations récentes et les grèves des travailleur.se.s précaires, des secteurs du soin, comme les récentes grèves des sages-femmes, des aides à domicile, entre autres. Ils sont contrés aussi de plus en plus par les collectifs féministes, qui se multiplient depuis de nombreuses années, en France, et dans le monde.

Ainsi, les 22 et 23 janvier dernier, se tenaient les premières rencontres de la coordination nationale féministe, qui regroupait une centaine de collectifs et plus de 300 personnes à Rennes. Cette coordination, née de la volonté de structurer le mouvement féministe dans toute la France notamment sur la question de la grève féministe mais aussi sur les questions antiracistes, anticapitalistes, LGBTQIA+, antivalidistes, s'est accordée sur un plan de bataille pour construire un mouvement de grève féministe démocratique et pérenne avec toutes les composantes du milieu féministe. Elle interpelle, dans ce cadre, les organisations syndicales, afin de soutenir le mouvement.

Sur le plan économique, il est de la responsabilité des organisations syndicales de lancer des campagnes de grève, actives et durables, mais aussi de construire un mouvement démocratique. Les luttes ne peuvent se construire que par l'organisation avec les collectifs, personnes concernées mobilisées. La FSU s'engage dès maintenant dans un plan de bataille pérenne pour promouvoir activement la grève féministe. Cela suppose de préparer dès maintenant du matériel à diffuser, d'organiser des stages, d'appeler à des AG sur les lieux de travail sur ces questions, d'organiser des tournées dans les établissements et sur les lieux de travail et de former les personnels à la question de la grève féministe.

Cela suppose d'ouvrir ou continuer à développer là où c'est déjà le cas, les discussions avec les autres composantes du milieu féministe et notamment les collectifs queer, trans, ou LGBTQIA+, se former davantage sur ces questions afin d'accueillir les revendications des personnes concernées ; former ses adhérent.es et exiger des moyens pour l'accueil et l'accompagnement des élèves et des personnels en transition.

Parmi ces composantes, la FSU prend contact avec la coordination féministe, dans le respect de ses mandats mais ouverte à la discussion.

Pour	Abstention	Refus de vote	Contre
28	30		189